



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  
**Pour diffusion immédiate**

**Budget Québec 2017-2018 : Les organismes communautaires vont continuer de s'appauvrir**

Les organismes communautaires en santé et services sociaux vont continuer de s'appauvrir et ce sont malheureusement les citoyennes et les citoyens qui en paieront le prix. Alors que la croissance prévue des dépenses en santé et services sociaux s'élève à 4,2 % en 2017-2018, l'investissement au Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) sera seulement de 1,7 % cette année.

Pour la Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires (CTROC), cela signifie que les groupes auront encore plus de difficultés à répondre aux besoins de la population qui ne cessent de s'accroître avec l'austérité des dernières années. « On nous demande de faire plus avec moins, encore une fois, alors que nous sommes à bout de souffle. Le gouvernement déleste de plus en plus ses responsabilités sur le dos des organismes. Pourquoi ne méritons-nous pas alors la même hausse que le réseau public, alors qu'on le sort du pétrin assez souvent ? », se demande Hugo Valiquette, porte-parole de la Coalition des TROC, qui représente 3000 groupes communautaires autonomes dans toutes les régions du Québec.

La situation n'est pas mieux pour les organismes communautaires financés par les autres ministères, leur financement est soit gelé, soit à peine haussé. Par exemple, les millions de dollars annoncés récemment pour la persévérance scolaire ou les organismes familles sont non récurrents et ne sont pas attribués au financement à la mission de ces organismes. Le financement à la mission contribue à la consolidation et au développement des organismes.

L'écart entre le financement actuel des organismes et leurs besoins réels s'élève à 475 millions \$. M. Valiquette souligne que le gouvernement aurait pu, dès maintenant, faire des investissements significatifs : « On pourrait très bien prendre une partie des surplus affectés au Fonds des générations pour corriger le sous-financement chronique des organismes communautaires, à qui on reconnaît pourtant une contribution essentielle au développement social et économique du Québec ! »

La Coalition des TROC est aussi déçue de l'inaction du gouvernement en matière de lutte à la pauvreté. « Patientez » nous dit le ministre Blais. « Mais les personnes en situation de pauvreté n'ont pas ce luxe. » déplore M. Valiquette. Le report du plan d'action en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale retarde d'autant les sommes nécessaires pour venir en aide aux personnes les plus démunies de notre société.

En région, la Table régionale des organismes communautaires autonomes de l'Outaouais (TROCAO) remet en question la réelle volonté du gouvernement Couillard de soutenir adéquatement les organismes communautaires autonomes. Il s'agit plutôt de choix idéologiques qui s'inscrivent dans l'ère du néolibéralisme. L'action communautaire autonome existe pour développer des pratiques communautaires alternatives au réseau public, et non pour servir de sous-traitant dans la réingénierie de l'État québécois.

Cindy Jalbert, Directrice générale de la TROCAO croit que la situation est critique pour certains groupes. « Ce qui attend les organismes, ce sont des fermetures définitives ou temporaires, la réduction des heures d'accessibilité pour la population et des listes d'attentes. C'est le résultat d'un manque d'engagement financier du gouvernement, nous avons atteint nos limites. ».

Certes, nous reconnaissons certains efforts dans le budget, mais ne sommes pas satisfaits et nous continuerons de nous mobiliser pour que le gouvernement s'engage pour le communautaire en cohérence avec la *Politique de reconnaissance de l'action communautaire* que Québec a adopté.